

<https://divergences.be/spip.php?article4409>



# Plaidoyer pour une troisième reconstruction

- Aujourd'hui - 2026 - Janvier 2026 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 décembre 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Quelques mois seulement après le début du second mandat de Donald Trump, il est clair que son administration est en train de transformer notre gouvernement. La réduction drastique des programmes de santé et de protection sociale tels que Medicaid et SNAP aura des conséquences désastreuses pour des millions de familles. La suppression des contrôles réglementaires aura des effets tout aussi profonds et considérables : les Américains seront confrontés à davantage d'exploitation et de préjudices au travail, à davantage de fraudes à la consommation, à davantage de discrimination et à davantage d'exposition à des aliments contaminés et à des catastrophes climatiques. Alors même que le gouvernement est démantelé dans ces domaines, l'administration utilise le pouvoir coercitif de l'État de manière terrifiante dans d'autres domaines. L'ICE mène des raids militarisés et illégaux contre les immigrants à travers le pays, tandis que le ministère de la Justice et d'autres agences fédérales ciblent les universités, les entreprises privées et les organisations de la société civile considérées comme hostiles à Trump ou trop engagées dans des causes progressistes.

Cette série de changements politiques présente deux caractéristiques. Premièrement, ils expriment et contribuent à concrétiser une vision nettement réactionnaire de la société américaine. Il ne s'agit pas seulement d'autoritarisme pour l'autoritarisme, ou pour la corruption pure et simple, même si celle-ci est omniprésente. L'objectif est d'annuler, voire d'empêcher, les efforts visant à faire progresser l'égalité raciale, économique et entre les sexes, aussi modestes soient-ils. Deuxièmement, cette vision d'un ordre social hiérarchique se forge grâce à un effort parallèle visant à refondre les institutions politiques fondamentales. Certaines institutions, des programmes de protection sociale aux réglementations sur la pollution et les malversations des entreprises, ont été démantelées, que ce soit par des licenciements massifs ou par le retrait de leur financement. D'autres institutions, comme l'ICE, ont été suralimentées. D'autres transformations encore ont converti le pouvoir discrétionnaire du président sur des politiques telles que les droits de douane ou les décisions d'application de la loi en outils de gouvernement personnel par décret, basés sur peu plus que les caprices de Trump. Et bien que Trump ait perdu la grande majorité des procès devant les tribunaux de district, ses soutiens judiciaires les plus sophistiqués ont utilisé des manœuvres techniques devant la Cour suprême et des théories juridiques tirées par les cheveux pour accélérer la refonte de l'État et de la société par l'administration.

Ces transformations auront un impact beaucoup plus profond que n'importe quelle politique. Les agences nécessaires pour lutter contre l'exploitation, protéger les travailleurs ou défendre les droits civils seront difficiles à reconstruire. Et à chaque titre sensationnel annonçant un nouveau décret, le public est de plus en plus conditionné à croire que la règle par décret et la répression autoritaire sont simplement la norme dans la politique actuelle. Les dommages causés au concept même de droit et de gouvernance seront difficiles à réparer.

Il existe pourtant une autre tradition politique américaine sur laquelle nous pouvons nous appuyer en ce moment : une tradition émancipatrice et démocratique qui a conduit à des transformations majeures de notre pays grâce à des luttes ascendantes, menées par des mouvements, souvent contre des structures de pouvoir profondément hostiles et institutionnalisées. L'émancipation, l'abolition et la première reconstruction, le New Deal et l'ère des droits civiques marquent tous des moments où les mouvements sociaux et les décideurs politiques ont détourné le pouvoir des intérêts dominants et ont contribué à faire progresser l'égalité en matière de dignité et de statut pour tous les Américains. Si ces transformations étaient imparfaites, ce qui est peut-être le plus remarquable – et le plus souvent négligé – est leur durabilité. Alors que les réactionnaires tentent aujourd'hui de démanteler les acquis du New Deal et du mouvement des droits civiques, il est important de se rappeler que ces transformations se sont produites malgré une opposition intense dès leurs débuts.

C'est pourquoi nous devons imaginer des voies de changement social qui s'inspirent de ces exemples, même dans le contexte actuel de montée de l'extrême droite. Notre capacité à sortir de la crise autoritaire actuelle dépend de la capacité des communautés locales et des Américains ordinaires à se mobiliser et à manifester, ainsi que de celle des organisations civiques à défendre les valeurs démocratiques fondamentales. Grâce aux efforts d'innombrables organisateurs et défenseurs, nous assistons à une expansion spectaculaire de ces activités. Nous avons besoin de

ce mouvement ascendant en faveur de la démocratie. Mais nous avons également besoin d'une stratégie de transformation institutionnelle. Si la pression en faveur de la démocratie peut générer un moment de rupture et de possibilité, il sera essentiel de convertir cette ouverture en transformations structurelles des institutions politiques et en un rééquilibrage plus large du pouvoir dans notre économie et notre société. Nous aurons besoin d'une approche reconstructionniste pour imaginer de nouvelles institutions qui nous permettent d'avancer et de rendre durables nos engagements en faveur d'une démocratie plus inclusive, plus équitable et plus réactive.

### La reconstruction comme posture et stratégie

Qu'est-ce qui distingue une posture reconstructionniste de l'élaboration de politiques conventionnelles ?

Premièrement, elle est explicitement orientée vers un nord moral : la démocratie inclusive que nous cherchons à construire. Deuxièmement, elle nécessite de diagnostiquer les structures de pouvoir – politiques, économiques, sociales – qui empêchent la réalisation de cette vision. Et troisièmement, elle se concentre sur les interventions susceptibles de modifier le rapport de force, en renforçant la capacité des communautés et des décideurs politiques à réaliser et à défendre l'égalité et la démocratie face à une opposition mobilisée.

Une approche reconstructionniste de la politique peut sembler inconfortable ou excessive dans certains milieux, mais en cette période de crise autoritaire, elle est une nécessité morale et stratégique pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'ampleur et la profondeur des attaques contre nos institutions – qu'elles soient démantelées, instrumentalisées ou personnalisées – signifient qu'il n'existe pas de moyen simple pour une coalition pro-démocratique de simplement rétablir la situation. Deuxièmement, bon nombre de nos institutions gouvernementales héritées, notamment la Cour suprême, le Sénat et de nombreuses agences administratives, n'étaient pas propices à une démocratie plus inclusive, même avant Trump. Et troisièmement, les changements structurels, intégrés dans des institutions nouvelles et transformées, sont précisément le moyen par lequel les mouvements peuvent faire progresser une vision normative de manière à résister aux contre-attaques et à l'évolution des conditions.

L'expérience des deux derniers présidents démocrates souligne l'importance d'une approche reconstructionniste. En 2008 comme en 2020, de vastes mouvements sociaux ont contribué à des victoires électorales qui semblaient ouvrir la voie à un moment de possibilités progressistes. Dans le premier cas, il y avait une volonté et une opportunité de répondre à la crise financière et aux échecs de l'ère George W. Bush. Dans le second cas, Joe Biden est entré à la Maison Blanche dans le sillage de mobilisations en réponse aux excès de la première administration Trump, à la pandémie, à la justice climatique et surtout à la justice raciale. Ces deux moments ont conduit à d'importantes victoires politiques, dont certaines ont contribué à un transfert de pouvoir temporaire. La création du Bureau de protection financière des consommateurs (CFPB), par exemple, a permis de mettre en place une institution dédiée à la lutte contre les formes modernes d'extraction financière, modifiant ainsi l'équilibre des pouvoirs entre les communautés touchées, les sociétés financières et le gouvernement. De même, l'expansion massive du filet de sécurité pendant la pandémie de COVID-19 a non seulement réduit de moitié la pauvreté infantile pendant un certain temps, mais elle a également entraîné une montée en puissance des travailleurs, en particulier parmi les travailleurs à faibles revenus qui ont bénéficié d'une plus grande mobilité professionnelle et ont ainsi pu exiger des salaires plus élevés. Et pendant l'administration Biden, la Commission fédérale du commerce et le CFPB, tous deux revitalisés, ont commencé à lutter contre les formes modernes de concentration du pouvoir des entreprises. Mais ces exemples étaient largement exceptionnels ; le programme gouvernemental des deux périodes n'a guère contribué à remédier aux autres déséquilibres de pouvoir ou à ancrer une coalition pro-démocratique plus durable. Au contraire, il est clair, avec le recul, que la coalition réactionnaire a acquis un pouvoir considérable pendant ces deux périodes de gouvernement progressiste, en tirant parti des tribunaux, des gouvernements des États et des mouvements sociaux de droite pour présager un retour au pouvoir.

Tout comme la coalition MAGA a réussi à démanteler, à instrumentaliser et à personnaliser les institutions, une coalition pro-démocratique devra également refondre les institutions, mais d'une manière différente : en créant de

nouvelles institutions qui font pencher la balance du pouvoir vers la démocratie économique et sociale ; en contenant le pouvoir réactionnaire et autocratique hostile à une démocratie inclusive ; et en démocratisant le pouvoir gouvernemental de manière à protéger contre les reculs futurs et à permettre des transformations plus progressistes.

### **Construire de nouvelles capacités institutionnelles**

Une stratégie de reconstruction consiste à créer des institutions qui intègrent une mission de démocratisation dans une structure bureaucratique. De telles institutions peuvent modifier fondamentalement l'équilibre des pouvoirs dans la société et avoir un effet cascade sur les politiques progressistes. Les mobilisations des époques progressiste et du New Deal ont permis de forger une nouvelle compréhension publique du pouvoir économique aux États-Unis, mais les grands changements dans notre économie politique ont été rendus possibles par la formation de nouvelles bureaucraties, telles que la Commission fédérale du commerce, le Conseil national des relations du travail et l'Administration de la sécurité sociale, entre autres. Ces institutions n'ont pas toujours été aussi efficaces qu'elles auraient dû l'être, même lors de leur création, mais leur création même a ouvert la voie à un ensemble différent de possibilités en matière d'élaboration des politiques. C'est précisément pour cette raison que les opposants au New Deal ont cherché à démanteler ces institutions dès leur création.

De même, le Civil Rights Act a donné aux défenseurs de la justice raciale et de la déségrégation un plus grand pouvoir pour atteindre leurs objectifs. La lutte contre la ségrégation dans les hôpitaux en est un exemple révélateur. Comme le souligne David Barton Smith dans *The Power to Heal*, le titre VI (qui interdit la discrimination dans les programmes bénéficiant d'un financement public) n'était pas initialement considéré comme créant une obligation positive pour les agences d'utiliser les dépenses fédérales pour faire progresser les droits civils. Mais l'organisation habile des médecins noirs et des leaders des droits civiques a contribué à pousser les régulateurs à adopter l'idée que la déségrégation était une mission que les agences de santé devaient assumer. Le titre VI n'a pas automatiquement conduit à la déségrégation ; il a fourni un levier institutionnel que les mouvements et les décideurs politiques alignés pouvaient utiliser pour faire avancer un changement politique démocratisant qui était auparavant impensable.

La leçon à en tirer est simple : pour passer de notre présent antidémocratique à un avenir plus démocratique, nous devons institutionnaliser nos engagements en faveur d'une démocratie plus inclusive et plus réactive sous des formes plus durables. Cela peut englober tout, depuis des institutions de régulation économique alternatives et de nouvelles approches de la lutte contre la discrimination jusqu'à un filet de sécurité plus universel qui garantisse les conditions essentielles en matière de santé, de logement et de revenus dont les individus et les communautés ont besoin pour s'épanouir.

### **Contenir le pouvoir réactionnaire**

Une deuxième stratégie reconstructionniste consiste à contenir le pouvoir réactionnaire et les réactions négatives. Nous devons partir du principe qu'il y aura toujours des efforts pour faire reculer les avancées égalitaires de la démocratie. La survie et la prospérité des démocraties passent en partie par des institutions qui contiennent la résurgence potentielle de politiques et de forces antidémocratiques.

L'histoire de la Reconstruction et de l'ère des droits civiques (que certains appellent la « deuxième Reconstruction ») est instructive à cet égard. Au plus fort de la reconstruction dans les années 1860 et 1870, le Congrès a adopté une série de lois allant au-delà des amendements de reconstruction eux-mêmes afin de contribuer à la réalisation de la promesse d'abolition, notamment des mesures visant à accorder le droit de vote aux électeurs noirs et à permettre aux procureurs fédéraux de protéger les personnes affranchies contre les efforts visant à restreindre leurs droits civils ou à les intimider politiquement. Ces efforts ont permis de freiner la violence paramilitaire des groupes suprémacistes blancs et ont favorisé une participation massive des électeurs noirs et leur représentation électorale à

la fin des années 1860 et au début des années 1870. Il est en effet révélateur qu'il ait fallu plusieurs interventions de la Cour suprême pour briser une coalition multiraciale de la classe ouvrière, neutraliser les lois sur les droits civiques et déclencher une nouvelle vague d'intimidation et de violence qui a marqué le début de près d'un siècle de ségrégation raciale.

Plus radicalement, les auteurs du quatorzième amendement, qui garantit le droit à un procès équitable et à une protection égale, considéraient que ses passages les plus importants étaient les dispositions axées sur la disqualification et l'insurrection, c'est-à-dire les efforts visant à contenir la réaction néo-confédérée et autocratique afin de permettre à la démocratie de s'enraciner. De la même manière, l'importance de la loi sur le droit de vote de la deuxième reconstruction ne réside pas seulement dans sa protection affirmative du droit de vote, mais aussi dans le régime strict de préautorisation qui a contribué à contenir de manière préventive le danger de la suppression raciste des électeurs. Sans surprise, la suppression de la préautorisation par la Cour suprême a conduit à une résurgence de cette pratique.

Les institutions démocratiques de l'avenir devront également développer des moyens de contenir le pouvoir autoritaire. Cela nécessitera des lois et des institutions qui répondent aux techniques qui émergent actuellement, telles que les nouvelles formes de surveillance étatique et privée, ou l'utilisation à des fins politiques du contrôle présidentiel des flux financiers. Les décideurs politiques doivent également commencer à réfléchir à la manière de contrôler ce que Jessica Bulman-Pozen et Emily R. Chertoff appellent le « deuxième visage » de l'État administratif, à savoir l'appareil coercitif surpuissant et sous-réglémenté qui a servi de base à la campagne anti-immigrés de Trump.

### **Démocratiser les institutions gouvernementales**

La troisième stratégie de transformation institutionnelle consiste à démocratiser nos institutions gouvernementales, afin que l'élaboration des politiques réponde plus directement aux attentes des électeurs ordinaires et soit davantage façonnée par eux. L'un des domaines importants est l'équilibre des pouvoirs entre les branches. Même avant Trump, la tendance était à la centralisation du pouvoir dans une présidence impériale. Le pouvoir législatif, en revanche, a joué un rôle central dans les moments de démocratisation passés. Les amendements de la Reconstruction ancrent spécifiquement la souveraineté démocratique dans le Congrès, et la deuxième Reconstruction reflète de la même manière un mandat législatif en faveur des droits civils et électoraux, auquel le ministère de la Justice est tenu de se conformer. Si le New Deal est souvent associé à une présidence puissante, les aspects les plus essentiels et les plus durables du New Deal étaient à bien des égards ancrés dans le pouvoir législatif : FDR n'a pu gouverner comme il l'a fait que grâce à une large majorité au Congrès, et le pouvoir législatif reste aujourd'hui au cœur de la définition de la structure et de l'exercice des pouvoirs des agences administratives. (Les tribunaux ont joué un rôle secondaire important dans bon nombre de ces moments en s'en remettant aux mandats législatifs.) Tout programme reconstructionniste futur devra s'appuyer sur des majorités parlementaires et un pouvoir législatif disposé à contrôler et à s'éloigner définitivement de la dépendance excessive à l'égard du pouvoir présidentiel.

Une autre frontière réside dans l'amélioration de la démocratie électorale elle-même. Il est à noter, par exemple, que les mouvements de l'ère progressiste axés sur le pouvoir des entreprises et la paupérisation économique ont placé la corruption politique et la réforme au centre de leur programme. Ils ont contribué à faire adopter une vague d'amendements constitutionnels au niveau fédéral et des États, établissant l'élection directe des sénateurs, les référendums au niveau des États et des dispositions anti-corruption, ainsi que des efforts pour démocratiser un système judiciaire corrompu et excessivement partisan. Les réformateurs politiques devront de la même manière obtenir un soutien pour des approches alternatives aux institutions électorales et démocratiques fondamentales, telles que la représentation proportionnelle au sein du pouvoir législatif. Nous aurons également besoin d'alternatives aux institutions anti-majoritaires qui ont joué un rôle central dans la montée actuelle de l'autoritarisme, en particulier la Cour suprême politisée et capturée et le Sénat déséquilibré.

La relation entre la société civile et les institutions chargées de l'élaboration des politiques est tout aussi importante. Comme l'ont fait valoir de nombreux chercheurs, une démocratie efficace nécessite des institutions qui donnent aux organisations de la société civile comptant un grand nombre de membres, des syndicats aux groupes communautaires, un rôle significatif dans l'élaboration des politiques. Cela pourrait prendre la forme de commissions salariales, telles que celles créées au début du XXe siècle pour fixer les normes du travail pour des secteurs entiers. Ou cela pourrait prendre la forme de politiques telles que la sécurité sociale, qui créent des groupes organisés prêts à défendre ces politiques égalitaires contre toute abrogation. Cela pourrait également prendre la forme d'approches plus participatives de l'élaboration des politiques nationales ; comme l'ont fait remarquer certains chercheurs, même des questions aussi complexes que la politique industrielle pourraient être démocratisées.

### Comment y parvenir

Ces trois stratégies – construire, contenir et démocratiser – constituent la base d'un programme reconstructionniste. Mais nous devons être lucides quant à la difficulté de renverser la tendance autoritaire. Chaque semaine apporte son lot de nouvelles formes de répression soutenues par l'État. Le pouvoir bien établi de la Cour suprême et un environnement informationnel fragmenté ont contribué à protéger la coalition réactionnaire de toute réponse forte à ses actions. Un futur gouvernement pro-démocratique n'est pas garanti.

Il est toutefois important de souligner que ces tactiques répressives et ces politiques réactionnaires sont profondément impopulaires. Elles ne contribuent en rien à résoudre les crises réelles et croissantes liées à l'accessibilité financière, aux inégalités, à la précarité, aux catastrophes climatiques et à la prolifération des violations des droits humains par le régime lui-même. Ces crises risquent même de s'aggraver à mesure que les effets politiques du projet de loi de réconciliation du Parti républicain et le chaos tarifaire commenceront à toucher la population.

Ces crises créent des opportunités pour forger de larges mouvements pro-démocratiques. Les menaces à l'intégrité physique et à la sécurité fondamentale subies par les immigrants et les communautés noires et brunes prises dans les filets de l'ICE ne sont pas si différentes des atteintes physiques infligées aux femmes après l'arrêt Dobbs, ou des menaces qui pèsent sur les communautés LGBTQ face à la réaction réactionnaire. De même, la destruction de l'État administratif et du filet de sécurité aura des effets matériels négatifs sur des millions d'Américains, ce qui pourrait constituer la base d'une alliance pour la sécurité économique, axée sur le renouvellement du filet de sécurité et la mise en place de protections contre les méfaits du pouvoir des entreprises. Ce sera le travail essentiel des organisateurs et des Américains ordinaires. Mais même si cette construction essentielle du mouvement est en cours, nous devrions également profiter de ce moment pour forger une vision commune du type d'institutions gouvernementales que nous voulons, et ne pas simplement accepter comme une donnée les institutions profondément imparfaites dont nous disposions avant janvier.

Ces efforts pour construire une nouvelle reconstruction ne se feront pas partout en même temps. Ils se dérouleront plutôt de manière asynchrone, avec des disparités géographiques. Des points d'ancrage locaux pour une vision alternative, tels que la campagne de Zohran Mamdani à New York, verront le jour. Les États à majorité démocrate peuvent être des remparts contre les pires excès de la période autoritaire et des pionniers dans la mise en place de formes alternatives de protection, de provision et d'autonomisation. Les fondations étatiques et locales ont également joué un rôle central dans les avancées démocratiques passées. L'organisation urgente, locale et sur le terrain qui a protégé les Noirs américains de la loi odieuse sur les esclaves fugitifs a contribué à catalyser un changement national plus large en faveur de l'abolition. De même, ce sont les mouvements et les politiques étatiques et locaux de l'ère progressiste et populiste qui ont jeté les bases du New Deal.

Ce pouvoir ascendant des mouvements ne suffit pas à lui seul. Nous devons également disposer de plans prêts à l'emploi pour réinventer des institutions qui rendent la démocratie réelle et durable à l'avenir. Les générations

## Plaidoyer pour une troisième reconstruction

---

précédentes de démocratisateurs ont transformé le pays contre toute attente ; c'est à nous de faire de même.

*Post-scriptum :*

*K. Sabeel Rahman est professeur de droit à la faculté de droit de Cornell.*